

**PROGRAMME DE
PRODUCTION DE LANGUE
FRANÇAISE EN MILIEU
MINORITAIRE**
PRINCIPES DIRECTEURS
2010-2011

TABLE DES MATIÈRES

1. PRESENTATION DU FONDS DES MEDIAS DU CANADA	2
1.1 Comment lire ces Principes directeurs.....	2
2. FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME	3
2.1 Introduction.....	3
2.1.1 Définitions relatives au Programme de production de langue française en milieu minoritaire : productions internes et productions affiliées	3
2.1.2 Aide au développement.....	3
2.2 Nature de la participation financière.....	4
2.3 Montant de la participation financière.....	4
2.3.1 Participation du FMC	4
2.3.1.1 Combinaison de fonds	5
2.3.2 Dépenses admissibles	5
2.3.2.1 Transactions entre parties apparentées	6
2.3.2.TV.1 Doublage et sous-titrage.....	6
2.3.2.TV.2 Dépenses liées à la publicité et à la mise en marché	6
2.3.2.TV.3 Émissions pilotes et séries.....	6
2.3.2.MN.1 Dépenses liées aux médias numériques	6
2.4 Évaluation du projet dans le cadre du processus de sélection	6
3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT	8
3.1 Requirants admissibles	8
3.2 Projets admissibles.....	9
3.2.TV La composante télévision.....	10
3.2.TV.1 Exigences fondamentales.....	10
3.2.TV.1.1 Coproductions internationales en vertu d'accords officiels.....	10
3.2.TV.2 Genres	10
3.2.TV.3 Propriété et contrôle canadiens	11
3.2.TV.4 Exigences diverses	11
3.2.TV.5 Exigences et conditions en matière de droits de diffusion admissibles.....	12
3.2.TV.5.1 Exigences-seuil en matière de droits de diffusion.....	14
3.2.TV.5.2 Durée des droits de diffusion	14
3.2.TV.5.3 Traitement des droits supplémentaires.....	15
3.2.MN Composantes médias numériques.....	16
3.2.MN.1 Contenu canadien.....	17
3.2.MN.2 Contenu non admissible	17
3.2.MN.3 Propriété et contrôle canadiens	17
3.2.MN.4 Financement minimal du télédiffuseur	18
3.2.MN.5 Exigences diverses	18
4. CONFORMITE ET DECLARATIONS.....	19
4.1 Présentation des documents.....	19
4.2 Non-conformité aux Principes directeurs	19
4.3 Fausse déclaration	19
5. PRESENTATION DES DEMANDES	20

Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants

Les Principes directeurs sont communiqués à titre de renseignement et pour des raisons pratiques aux requérants (tels que définis à la [section 3.1](#)) qui déposent une demande auprès du Fonds des médias du Canada (FMC). Les Principes directeurs fournissent un aperçu des objectifs du FMC et de son administration ainsi que des renseignements sur les pratiques administratives habituelles du FMC. La conformité à ces Principes directeurs est une condition préalable à toute admissibilité à une aide financière du FMC.

Le FMC administre ses programmes et applique ses Principes directeurs de façon discrétionnaire afin de garantir un financement à des projets qui contribuent à remplir son mandat. L'interprétation du FMC prévaudra pour toute question relative à l'interprétation de ces Principes directeurs.

Tous les requérants et les télédiffuseurs (le cas échéant) doivent se conformer aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation (ECP) du FMC ainsi qu'aux politiques d'affaires applicables, telles que créées et modifiées au besoin. Les politiques d'affaires, incluant les ECP, sont énoncées à l'annexe B de ces Principes directeurs et peuvent également être consultées sur le site Web du FMC à www.cmf-fmc.ca. Les renseignements compris dans les annexes A et B font partie intégrante des Principes directeurs.

Les productions qui bénéficient d'une participation financière du FMC au cours d'une année donnée doivent respecter les Principes directeurs et les politiques du FMC en vigueur au cours de cet exercice financier. Sauf indication contraire, les modifications apportées aux Principes directeurs et/ou aux politiques au cours d'un exercice financier ultérieur ne seront pas appliquées de façon rétroactive. L'exercice financier du FMC commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars.

Veuillez noter : Ces Principes directeurs du FMC peuvent être modifiés ou clarifiés au besoin, sans préavis. Pour des renseignements et une documentation à jour sur ces Principes directeurs, veuillez consulter le site Web du FMC à www.cmf-fmc.ca.

1. PRESENTATION DU FONDS DES MEDIAS DU CANADA

À propos du Fonds des médias du Canada

Le Fonds des médias du Canada favorise la création d'applications logicielles et de contenus canadiens populaires et novateurs pour les plateformes numériques actuelles et émergentes par l'intermédiaire d'un soutien financier et de recherches sur l'industrie. Créé par les entreprises de distribution par câble et par satellite et le gouvernement du Canada, le FMC entend mettre les Canadiens en contact avec les différentes manifestations de leur créativité, les rapprocher les uns des autres et du monde.

Le FMC attribue son aide financière dans le cadre de deux volets : le volet expérimental et le volet convergent. Le FMC encourage la création de contenus qui représentent la diversité des langues parlées par les Canadiens et des régions du pays dans lesquelles ils vivent.

Pour de plus amples renseignements sur les programmes, les résultats, la gestion et la gouvernance du FMC, visitez www.cmf-fmc.ca.

Programme de production de langue française en milieu minoritaire

Le Programme de production de langue française en milieu minoritaire, qui fait partie intégrante du volet convergent du FMC, permet aux Canadiens d'avoir accès à des productions de langue française qui sont l'expression des cultures francophones à l'extérieur du Québec. Le FMC reconnaît qu'il existe des caractéristiques propres à la production dans ces collectivités et soutient son essor.

1.1 COMMENT LIRE CES PRINCIPES DIRECTEURS

Les projets du volet convergent peuvent comprendre une composante télévision et une ou des composantes médias numériques. L'admissibilité et les exigences techniques de ces deux composantes peuvent être très différentes. Dans les Principes directeurs qui suivent, les sections portant spécifiquement sur les exigences relatives à la composante télévision sont identifiées par une numérotation comprenant l'abréviation « .TV »; les sections portant spécifiquement sur les exigences relatives à la composante médias numériques sont identifiées par une numérotation comprenant l'abréviation « .MN ». Les sections portant sur les exigences globales relatives aux projets convergents – c'est-à-dire englobant les composantes télévision et, le cas échéant, médias numériques – sont identifiées par une numérotation exempte des symboles « .TV » ou « .MN ».

À moins d'avis contraire, le terme « télédiffuseur » tel qu'il apparaît dans ces Principes directeurs englobe à la fois les télédiffuseurs traditionnels à heures fixes et les services de vidéo sur demande (VSD) titulaires d'une licence de diffusion du CRTC à cet effet; le terme « télédiffusion » englobe à la fois les télédiffusions traditionnelles à heures fixes et les contenus offerts par l'intermédiaire d'un service de VSD titulaire d'une licence de diffusion du CRTC.

2. FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DE PRODUCTION DE LANGUE FRANÇAISE EN MILIEU MINORITAIRE

2.1 Introduction

Le Programme de production de langue française en milieu minoritaire a pour but d'encourager les productions en langue officielle minoritaire au Canada par des sociétés canadiennes exploitées et ayant leur siège social à l'extérieur de la province du Québec et produisant principalement en français. Les projets admissibles (voir la [section 3.2](#)) dans le cadre de ce programme doivent être convergents : ils doivent comporter une composante télévision (voir la [section 3.2.TV](#)) et une ou des composantes médias numériques (voir la [section 3.2.MN](#)), une présentation sur demande de la composante télévision, la distribution numérique de la composante télévision ou encore une combinaison de ces trois éléments. Dans le cadre de ce programme, les projets admissibles (voir la [section 3.2](#)) sont soumis à un processus de sélection par le FMC reposant sur une grille d'évaluation (voir la [section 2.4](#)). Les projets admissibles peuvent bénéficier d'une aide financière jusqu'à concurrence du montant de la contribution maximale consentie par projet (voir la [section 2.3.1](#)) et d'autres restrictions spécifiées.

Pour bénéficier d'un soutien financier dans le cadre du Programme de production de langue française en milieu minoritaire, un projet doit répondre à tous les critères d'admissibilité et à toutes les exigences relatives au genre énoncés dans les Principes directeurs du FMC. La composante médias numériques doit faire l'objet d'un financement minimal d'un télédiffuseur canadien (voir la [section 3.2.MN.4](#)). La composante télévision doit obtenir des droits de diffusion admissibles (voir la [section 3.2.TV.5](#)) respectant les exigences-seuil en matière de droits de diffusion qui s'appliquent (voir la [section 3.2.TV.5.1](#)). Les montants de la contribution maximale et des exigences-seuil en matière de droits de diffusion sont calculés sur la base des dépenses admissibles d'un projet (voir la [section 2.3.2](#)).

2.1.1 Définitions relatives au Programme de production de langue française en milieu minoritaire : productions internes et productions affiliées

Une société de production affiliée à un télédiffuseur est un requérant, selon les termes de la section 3.1(1) qui est affilié à un télédiffuseur canadien (le FMC emploie la définition d'« affilié » au sens de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*). Les productions affiliées sont des projets produits par des sociétés de production affiliées à un télédiffuseur dont les droits de diffusion ont été acquis par leur(s) télédiffuseur(s) affilié(s). Les productions internes sont des projets produits et sous propriété d'un télédiffuseur canadien. Un maximum de 7,5 % des fonds pour les documentaires et de 15 % des fonds pour tous les autres genres admissibles dans le cadre du Programme de production de langue française en milieu minoritaire sera alloué à des productions affiliées et à des productions internes.

2.1.2 Aide au développement

Le FMC offre en outre une aide financière au développement dans le cadre du Programme de production de langue française en milieu minoritaire. Un montant pouvant atteindre 300 000 \$ peut être réservé au développement en vertu de ce programme. Un maximum de 15 % des fonds réservés au développement sera alloué aux productions affiliées et aux productions internes.

Le financement du développement dans le cadre du Programme de production de langue française en milieu minoritaire est généralement administré de la même manière que le sous-programme de Développement régional de langue française décrit aux sections 2.B.2.1 et 2.B.2.2 des Principes directeurs du Programme de développement, à l'exception de l'application des exigences-seuil en matière de droits de développement suivantes :

Genre	Exigence-seuil en matière de droits de développement
Dramatiques et émissions pilote dans tous les genres	25 %
Documentaires, émissions pour enfants et jeunes, variétés et arts de la scène	15 %

Pour des renseignements généraux sur l'aide au développement, veuillez consulter les Principes directeurs du Programme de développement du FMC. Les Principes directeurs du Programme de production de langue française en milieu minoritaire prévaudront dans l'éventualité d'un conflit de dispositions entre les Principes directeurs du Programme de développement et les Principes directeurs du Programme de production de langue française en milieu minoritaire, y compris en ce qui concerne les requérants admissibles, pour lesquels la [section 3.1](#) des Principes directeurs du Programme de production de langue française en milieu minoritaire prévaudra.

2.2 NATURE DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

Le Programme de production de langue française en milieu minoritaire peut offrir une combinaison de suppléments de droits de diffusion et de participation au capital, suivant une formule établie pour la composante télévision, et une contribution non remboursable pour la composante médias numériques.

Les suppléments de droits de diffusion complètent les droits de diffusion en espèces payés au requérant par le télédiffuseur canadien. À ce titre, ils font partie des droits de diffusion du télédiffuseur pour la composante télévision et ne sont pas récupérables. La participation au capital est un investissement en espèces dans le projet, ce qui signifie que le FMC acquiert un droit de propriété indivis dans toutes les versions du projet. La participation au capital est récupérable et assujettie à une structure de récupération standard non négociable (laquelle est décrite et assujettie à toute exception prévue dans la Politique de récupération normalisée du FMC – voir l'annexe B).

La première contribution du FMC à la composante télévision prendra la forme d'un supplément de droits de diffusion. Cette contribution peut représenter un maximum de 35 % des dépenses admissibles de la composante. Tout montant supérieur à ce maximum prendra la forme d'une participation au capital, jusqu'à concurrence de 49 % des dépenses admissibles. Le FMC considère toutefois que toute demande de participation au capital inférieure à 10 000 \$ est insuffisante pour un investissement en capital. Par conséquent, toute participation au capital inférieure à 10 000 \$ sera automatiquement convertie en supplément de droits de diffusion.

2.3 MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

2.3.1 Participation du FMC

Le FMC peut réajuster le niveau de sa contribution au Programme de production de langue française en milieu minoritaire en fonction de la qualité des projets et du nombre de demandes reçues jusqu'à concurrence d'un montant de contribution maximale spécifié ci-dessous. Le FMC dispose en outre d'une marge de manœuvre dans ce programme et sa contribution peut être inférieure ou supérieure à la contribution maximale selon que les demandes d'aide financière par genre dépassent ou sont en deçà des ressources disponibles pour chaque genre.

Contribution maximale

Pour la composante télévision, la contribution maximale du FMC est de 84 % des dépenses admissibles (soit jusqu'à 35 % en suppléments de droits de diffusion et jusqu'à 49 % en participation au capital), ou les montants suivants, soit le montant le moins élevé.

Genre	Montants de contribution maximale au Programme de production de langue française en milieu
Dramatiques	1 500 000 \$
Émissions pour enfants et jeunes	550 000 \$
Documentaires	150 000 \$
Série ou minisérie	400 000 \$
Œuvre unique	
Variétés et arts de la scène	400 000 \$

Remarque : Lorsqu'un télédiffuseur contribue pour plus de 1 200 000 \$ à un projet de dramatique dans le cadre du Programme de production de langue française en milieu minoritaire, ce télédiffuseur doit contribuer pour un montant égal au montant dépassant 1 200 000 \$ provenant de l'Enveloppe de rendement pour documentaire qui lui a été accordée en vertu du Programme des enveloppes de rendement, à un ou des documentaires répondant aux exigences de la section 3 des Principes directeurs du Programme de production de langue française en milieu minoritaire.

Dans le cas des coproductions en vertu d'accords officiels, la contribution maximale du FMC sera calculée en fonction du moindre des montants suivants : les dépenses admissibles de la part canadienne du devis de production total ou les dépenses admissibles de la part canadienne du coût final, telles qu'accréditées par le Service des coproductions internationales de Téléfilm Canada.

Pour la ou les composantes médias numériques, la contribution maximale est de 50 % des dépenses admissibles de la ou des composantes ou 200 000 \$, soit le montant le moins élevé. S'il existe plusieurs composantes médias numériques (p. ex. un site Web, une application mobile et un jeu), la contribution maximale de 200 000 \$ s'applique à chaque composante admissible.

2.3.1.1 Combinaison de fonds du Programme de production de langue française en milieu minoritaire et des Programmes des enveloppes de rendement

Les télédiffuseurs peuvent combiner des fonds provenant des Enveloppes de rendement et des fonds provenant du Programme de production de langue française en milieu minoritaire. Dans ce cas, les montants de l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion et de la contribution maximale pour les Enveloppes de rendement seront calculés par le FMC sur la base du rapport entre les dépenses admissibles de chaque composante et la contribution du FMC à l'Enveloppe de rendement pour chaque composante, comparé à la contribution totale du FMC au projet. Si, par exemple, la contribution du FMC à l'Enveloppe de rendement pour chaque composante représente 60 % de la contribution totale du FMC, les dépenses admissibles pour chaque composante seront réparties proportionnellement de la façon suivante : 60 % pour l'Enveloppe de rendement et 40 % pour le Programme de production de langue française en milieu minoritaire.

Les calculs relatifs aux montants de l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion et de la contribution maximale respecteront les exigences applicables aux Enveloppes de rendement pour la portion des dépenses admissibles qui s'y rapporte; l'autre portion des dépenses admissibles respectera les exigences du Programme de production de langue française en milieu minoritaire.

Les calculs relatifs à la grille d'évaluation seront basés sur les dépenses admissibles totales.

2.3.2 Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont les dépenses établies dans le devis de production de chaque composante d'un projet admissible ou le rapport final de coûts, selon le cas (incluant les dépenses des parties apparentées et non apparentées), auxquelles s'ajoutent toutes les dépenses considérées nécessaires par le FMC, moins toutes les dépenses considérées comme excessives, gonflées ou déraisonnables par le FMC. Une évaluation des dépenses admissibles du projet sera effectuée à l'entière discrétion du FMC. La participation du FMC est calculée sur la base des dépenses admissibles de chaque composante du projet. Le FMC évalue les dépenses admissibles au moment de la demande, en se basant sur le devis de production du projet. Les dépenses admissibles peuvent inclure une augmentation des coûts finaux par rapport au devis de production, à condition que cette augmentation ait été approuvée par le télédiffuseur qui contribue aux droits de diffusion admissibles du projet; elles excluent cependant de telles augmentations si celles-ci n'ont pas été approuvées.

D'autres politiques d'affaires du FMC concernant les dépenses admissibles sont décrites à l'annexe B du présent document.

Les composantes télévision et médias numériques doivent avoir des devis distincts correspondant aux tâches particulières à réaliser pour chaque composante. Les sous-sections de la section 2.3.2 qui suivent portent expressément sur les composantes télévision et médias numériques, selon les indications.

2.3.2.1 Transactions entre parties apparentées

L'ensemble des rétributions, allocations et transactions entre parties apparentées doit être :

- a) divulgué au FMC; et
- b) conforme aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation du FMC/de Téléfilm Canada du 1er janvier 2006, plus particulièrement, mais sans s'y limiter, aux sections 3 et 4.

2.3.2.TV.1 Doublage et sous-titrage

Les projets pour lesquels des droits de télédiffusion en anglais au Canada ont été ou seront acquis avant la livraison du projet au télédiffuseur canadien de la première fenêtre de diffusion devront être, conformément aux exigences du FMC, doublés ou sous-titrés au Canada, en faisant appel à des artistes, acteurs, employés et techniciens canadiens (selon le cas). Des exceptions pourraient être autorisées pour les coproductions réalisées en vertu d'accords officiels.

Le FMC exige que les coûts de doublage et de sous-titrage soient inclus dans le devis de production s'il s'agit d'une obligation contractuelle requise par l'un des participants financiers canadiens. Le FMC ne participera pas, par l'entremise de ce programme, aux frais de doublage et de sous-titrage engagés par les distributeurs pour faciliter les ventes sur les marchés étrangers.

2.3.2.TV.2 Dépenses liées à la publicité et à la mise en marché

Les dépenses admissibles peuvent inclure des coûts de publicité engagés durant la production du projet (c'est-à-dire les photos de production, l'embauche d'un agent de publicité pour organiser des interviews), mais excluent tous les autres coûts de mise en marché.

2.3.2.TV.3 Émissions pilotes et séries

Les dépenses admissibles d'une série peuvent inclure des coûts liés à des améliorations apportées à une émission pilote produite antérieurement si la série est consécutive à cette émission pilote.

2.3.2.MN.1 Dépenses liées aux médias numériques

Les dépenses admissibles pour la ou les composantes médias numériques ne comprennent pas les dépenses principalement liées à la mise en marché et à la publicité.

Les dépenses admissibles peuvent inclure des frais d'entretien et d'amélioration prévus au devis portant sur une période pouvant aller jusqu'à 12 mois après le lancement de la ou des composantes médias numériques.

2.4 ÉVALUATION DU PROJET DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE SÉLECTION

Les projets présentés dans le cadre du Programme de production de langue française en milieu minoritaire sont soumis à un processus de sélection.

Pour décider de l'attribution de son aide financière, le FMC utilise une grille d'évaluation qui assure la transparence du processus de sélection.

Le FMC n'acceptera pas de révision des éléments évalués d'un projet si cette révision a un effet négatif sur la pondération finale.

Grille d'évaluation

Toutes les composantes d'un projet admissible seront examinées dans le cadre de l'évaluation d'un projet d'après les critères suivants. Le FMC encourage les projets présentant une ou des composantes médias numériques riches et élaborées, selon la définition de la section 3.2.MN.

Critères d'évaluation	Points	Remarques															
Intérêt du télédiffuseur <i>Droits de diffusion excédant le montant de l'exigence-seuil applicable</i>	40	<p>Cet élément fait référence à l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion pour la composante télévision – voir la section 3.2.TV. 5.1. Chaque point de pourcentage dépassant l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion pour la composante télévision donnera droit aux points suivants :</p> <table> <tr> <th>Genre</th><th>Points par tranche de 1 % supplémentaire</th><th>Droits de diffusion pour obtenir 40 points</th></tr> <tr> <td>Dramatique</td><td>1.5 points</td><td>40%</td></tr> <tr> <td>Enfants et jeunes</td><td>1.5 points</td><td>45%</td></tr> <tr> <td>Documentaire</td><td>1.2 points</td><td>40%</td></tr> <tr> <td>Variétés et arts de la scène</td><td>2.0 points</td><td>45%</td></tr> </table>	Genre	Points par tranche de 1 % supplémentaire	Droits de diffusion pour obtenir 40 points	Dramatique	1.5 points	40%	Enfants et jeunes	1.5 points	45%	Documentaire	1.2 points	40%	Variétés et arts de la scène	2.0 points	45%
Genre	Points par tranche de 1 % supplémentaire	Droits de diffusion pour obtenir 40 points															
Dramatique	1.5 points	40%															
Enfants et jeunes	1.5 points	45%															
Documentaire	1.2 points	40%															
Variétés et arts de la scène	2.0 points	45%															
Contenu <i>Originalité du projet</i> <i>Feuille de route de l'équipe de création</i> <i>Valeur de la production</i> <i>Notoriété des éléments créatifs</i>	60	<p>Dans le cadre de cette section, le FMC favorise les projets faisant preuve d'originalité et de créativité, tant dans leur contenu que dans leur genre. Ces qualités sont évaluées d'après le sujet, les thèmes, les questions abordées et les éléments narratifs. La feuille de route de l'équipe de création a également un poids important dans l'évaluation.</p> <p>De plus, le FMC évalue l'adéquation entre l'importance du devis de production et le matériel créatif. Pour déterminer la pertinence du devis, le FMC prend également en compte des éléments comme les effets spéciaux, le nombre de tournages en extérieur et la distribution, entre autres.</p>															
Total	100																

3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT

3.1 REQUÉRANTS ADMISSIBLES

Pour être admissible au Programme de production de langue française en milieu minoritaire, le requérant :

- a) doit mener ses activités et avoir son siège social à l'extérieur de la province du Québec depuis au moins trois ans (à moins qu'il ne s'agisse d'une société émergente) et son actionnaire majoritaire doit résider à l'extérieur de la province du Québec depuis au moins trois ans;
- b) doit utiliser le français comme langue de production originale pour la majorité de ses productions;
- c) doit avoir produit, seul ou en coproduction avec d'autres requérants admissibles, trois émissions dont la langue originale est le français; ces émissions doivent avoir été diffusées à la télévision canadienne dans les quatre dernières années; le FMC peut, à sa discrétion, accepter un nombre de productions inférieur s'il existe des preuves largement étayées démontrant que la société de production est une société émergente; le FMC peut examiner les feuilles de route des propriétaires de la société et/ou du producteur afin de vérifier s'il(s) possède(nt) une grande expérience de la production en langue française;
- d) doit démontrer, dans son plan d'affaires ainsi que dans ses activités de développement et de production, qu'il produit des projets qui font principalement appel au français comme langue originale de production;
- e) doit avoir initié le développement du projet admissible et y avoir participé activement; qui plus est, le requérant doit exercer un contrôle total sur les aspects créatifs, artistiques, techniques et financiers du projet et détenir tous les droits d'auteur du projet admissible; et
- f) détenir tous les droits d'auteur de la production de manière permanente et conserver un intérêt financier permanent dans le projet admissible;

Dans le cas d'une coproduction avec une société non admissible au Programme de production de langue française en milieu minoritaire, le requérant admissible doit avoir mis le projet en œuvre et détenir au moins 75 % des droits d'auteur de la production. Si le requérant admissible a mis en œuvre le projet et détient entre 51 et 74 % des droits d'auteur de la production, sa demande dans le cadre de ce programme ne s'applique qu'à une portion égale à sa part du devis de coproduction.

Pour être admissible au soutien financier du FMC, le requérant doit être :

1) Une société :

- a) à but lucratif, c'est-à-dire une société de production canadienne imposable selon les termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*;
- b) sous contrôle canadien en vertu des articles 26 à 28 de la *Loi sur l'investissement Canada*; et
- c) dont le siège social est situé au Canada.

ou

- 2) Un télédiffuseur canadien, public ou privé, titulaire d'un permis d'exploitation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) à cet effet, y compris un service de VSD titulaire d'une licence de diffusion du CRTC à cet effet.

Lorsqu'il évalue l'admissibilité d'un requérant, le FMC peut tenir compte d'autres facteurs, dont les suivants :

- a) le requérant exerce ses activités au Canada;

- b) le requérant démontre une stabilité financière (exception faite des nouvelles sociétés de production sans société mère établie); et
- c) la principale activité du requérant est la production interactive, télévisuelle ou cinématographique, ou le requérant est un télédiffuseur canadien.

Les requérants doivent détenir et contrôler tous les droits nécessaires à la production et l'exploitation du projet admissible ou de la (des) composante(s) du projet admissible. Les entités qui fournissent des services sans être propriétaires des droits applicables ne sont pas admissibles au soutien financier du FMC.

Remarque : Aux fins de l'application de ces Principes directeurs, le terme « requérant » englobe et décrit tout corequérant et/ou société mère, selon le cas.

3.2 PROJETS ADMISSIBLES

Un « projet admissible » en vertu de ce programme est un projet qui respecte tous les critères de la section 3.2 et de ses sous-sections.

Pour être admissible, un projet doit être convergent. Selon la définition du FMC, un projet convergent doit comporter :

- 1) Une composante télévision diffusée par :
 - a) Un ou des télédiffuseurs traditionnels à heures fixes titulaire(s) d'une licence de diffusion du CRTC; ou
 - b) Un ou des services de vidéo sur demande (VSD) titulaire(s) d'une licence de diffusion du CRTC;
 et
- 2) L'un ou la totalité des moyens suivants :
 - a) une ou des composantes médias numériques;
 - b) la composante télévision diffusée auprès du public canadien par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs services de vidéo sur demande titulaire(s) d'une licence de diffusion du CRTC;
 - c) la composante télévision diffusée auprès du public canadien par une société canadienne par l'intermédiaire d'une diffusion numérique non simultanée.

Dans le paragraphe 2)c ci-dessus, le terme « canadienne » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 1106(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada; le terme « non simultanée » signifie non simultanée avec la diffusion télévisée; et « diffusion numérique » a le sens de toute diffusion électronique au moyen d'un réseau numérique à un utilisateur final, y compris par VSD en ligne, téléchargement numérique, vente électronique, location numérique et distribution sans fil ou mobile, plus précisément, cela ne comprend pas la distribution de médias physiques, notamment la location/vente de DVD par commande postale.

Une composante télévision diffusée par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs services de VSD titulaire(s) d'une licence de diffusion du CRTC ne peut, en soi, satisfaire simultanément aux exigences 1) et 2) figurant ci-dessus pour le même projet admissible. Lorsque la diffusion par VSD est invoquée à des fins d'admissibilité à titre de « projet convergent » auprès du FMC, les requérants doivent choisir si la VSD relève de l'exigence 1) ou de l'exigence 2) présentées ci-dessus.

Lorsqu'il existe une composante médias numériques, les composantes télévision et médias numériques doivent être associées l'une à l'autre et enrichir réciproquement l'expérience du spectateur/utilisateur. Les composantes télévision et médias numériques doivent faire l'objet d'une même demande de financement au FMC et toutes les composantes doivent être soumises simultanément.

Les projets admissibles dans le cadre de ce programme doivent utiliser le français comme langue originale de production. Le concept, le traitement, l'étude technique et le synopsis du projet doivent être rédigés et présentés en français.

Le scénariste ou le réalisateur d'un projet admissible doit résider à l'extérieur du Québec. Des exceptions peuvent être accordées, au cas par cas, pour un coréalisateur ou un coscénariste résidant au Québec s'il est démontré que la contribution de cette personne favorise le développement d'artistes francophones à l'extérieur du Québec.

3.2.TV La composante télévision

3.2.TV.1 Exigences fondamentales

Une composante télévision doit satisfaire à toutes les Exigences fondamentales énoncées ci-dessous. Dans le cas des séries, chaque épisode devra satisfaire aux Exigences fondamentales, peu importe si tous les épisodes ont été déposés en vue d'une demande de financement auprès du FMC ou non. Le FMC peut déterminer à son entière discrétion si le projet est conforme ou non aux Exigences fondamentales et son interprétation prévaudra.

- 1) La production s'adresse à un public canadien et est avant tout destinée à un auditoire canadien.
- 2) Le projet devra être accrédité par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et obtenir un pointage de 10 sur 10 (ou le maximum de points appropriés au projet), tel que déterminé par le FMC à partir de l'échelle du BCPAC. *Remarque : Pour les productions internes seulement, l'accréditation du projet par le CRTC à titre d'« émission canadienne » sera acceptée en lieu et place de l'accréditation du BCPAC afin de respecter l'Exigence fondamentale 2.*
- 3) Les droits sous-jacents sont détenus et développés de façon significative par des Canadiens.
- 4) Le projet est tourné au Canada et son intrigue s'y déroule principalement.

Veuillez consulter l'annexe A pour plus de détails sur les Exigences fondamentales et sur les exceptions prévues selon le genre. Cette annexe contient des renseignements supplémentaires importants et fait partie intégrante de ces Principes directeurs.

3.2.TV.1.1 Coproductions internationales en vertu d'accords officiels

Ces Exigences fondamentales doivent être interprétées de façon à ce que les partenaires des coproductions réalisées en vertu d'accords officiels soient considérés comme étant « Canadiens ».

Par conséquent, les mots « canadien » et « Canadiens » mentionnés dans les Exigences fondamentales 1 et 3, et le mot « Canada » indiqué dans l'Exigence fondamentale 4 seront interprétés de manière à inclure le pays coproducteur. Dans le cas de l'Exigence fondamentale 2, le pointage de 10 sur 10 doit être atteint par des citoyens du Canada ou du pays coproducteur.

Pour les coproductions entre le Canada et un pays membre de l'Union européenne, les points de l'échelle du BCPAC (Exigence fondamentale 2) peuvent être accordés à un citoyen canadien ou de tout pays membre de l'Union européenne.

3.2.TV.2 Genres

Le FMC appuie les genres d'émissions suivants : dramatiques, documentaires, enfants et jeunes, et variétés et arts de la scène. Les définitions du FMC pour chacun de ces genres se trouvent à l'annexe A de ces Principes directeurs.

Voici une liste non exhaustive des genres et des formats d'émissions non admissibles à un soutien financier du FMC : productions commanditées, sports, nouvelles, jeux télévisés, actualités, affaires publiques, émissions portant sur des modes de vie, émissions pratico-pratiques, télé-réalité, télévision scolaire, infopublicités, vidéoclips, émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études, achats de formats étrangers sans adaptation ou contribution créative canadienne significative, télémagazines, émissions d'entrevue, émissions d'entrevues culturelles, remises de prix, célébrations d'événements spéciaux, galas, reportages d'actualités, émissions d'intérêt religieux, émissions de collecte de fonds, émissions-bénéfices, hommages, émissions à caractère promotionnel, émissions de motivation, récits de voyage et interludes.

Remarque : Il existe une certaine flexibilité au niveau des émissions pour enfants et jeunes à cet égard. Voir l'annexe A pour plus d'information.

3.2.TV.3 Propriété et contrôle canadiens

La composante télévision doit répondre aux critères suivants :

- a) le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;
- b) le projet est sous le contrôle financier de citoyens canadiens ou de résidents permanents;
- c) le projet est et a été contrôlé, du point de vue financier et créatif, par une société de production canadienne durant toutes les phases de la production, de la conception du projet à sa postproduction, et tous les droits de distribution et d'exploitation sont détenus et ont été contrôlés par une société de production canadienne dès le début;
- d) généralement, une seule personne, entité ou entité apparentée non canadienne ne peut pas fournir plus de 49 % du financement ou du coût final de la production (que ce soit sous forme de droits de diffusion, d'avances sur distribution, de biens et de services et/ou d'investissement en capital); toutefois, une entité non canadienne, sans lien de dépendance, spécialisée dans les prêts ou dans les nantissements peut fournir plus de 49 % du financement intérimaire;
- e) le requérant conserve et exerce tous les droits de contrôle ou d'approbation habituellement réservés au producteur; ces droits incluent le contrôle et le pouvoir d'approbation finale des décisions touchant les aspects créatifs et financiers, la distribution et l'exploitation de la production, ainsi que la préparation et l'approbation finale du devis, sous réserve des droits d'approbation raisonnables et normaux généralement exigés par les autres investisseurs sans lien de dépendance, y compris les télédiffuseurs et les distributeurs canadiens;
- f) le requérant détient tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires à la production et à la distribution du projet au Canada et à l'étranger et il conserve également un intérêt financier permanent dans le projet.

Remarque : Ces critères doivent être interprétés afin de permettre aux coproductions canadiennes en vertu d'accords officiels d'accéder à une aide financière du FMC.

3.2.TV4 Exigences diverses

La composante télévision doit répondre aux critères suivants :

- a) le projet doit être conforme au code de déontologie de l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR) et respecter l'ensemble des normes approuvées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), notamment le Code de l'ACR concernant la violence et le Code sur la représentation équitable;
- b) si les émissions contiennent des narrations, des dialogues ou des chansons, elles doivent comporter des sous-titres codés pour les malentendants; des exceptions peuvent être autorisées pour les projets qui s'adressent aux enfants de moins de cinq ans et pour les productions tournées en direct;

- c) il s'agit d'une nouvelle production; une nouvelle production est une production qui, essentiellement, n'est pas une version remontée d'une émission produite précédemment; dans le cas d'une série, le FMC prendra en considération le cycle entier afin de déterminer si le projet est un remontage ou non (par exemple, quelques épisodes présentant un recueil des meilleures scènes, un documentaire de tournage et/ou des épisodes récapitulatifs peuvent être permis); les projets comprenant principalement des métrages d'archives peuvent être considérés comme de nouvelles productions si le métrage d'archives n'a pas été simplement remonté en tout ou en grande partie pour le projet;
- d) d'une manière générale, le FMC s'attend à ce que les principaux travaux de prises de vue/d'animation clé des productions financées débutent au cours de l'exercice financier durant lequel le financement a été accordé ou dans les trois mois qui suivent; des exceptions pourraient être autorisées, par exemple, pour des projets devant capter des événements à un moment précis.

3.2.TV.5 Exigences et conditions en matière de droits de diffusion admissibles

La composante télévision doit avoir des droits de diffusion admissibles répondant aux exigences-seuil applicables en matière de droits de diffusion (voir la [section 3.2.TV.5.1](#)).

Les droits de diffusion admissibles sont :

- a) des droits en espèces;
- b) acquittés par un télédiffuseur canadien;
- c) au requérant qui fait une demande au FMC;
- d) en échange du droit de diffusion canadien et/ou du droit de VSD canadien;
- e) ceux-ci étant accordés dans le cadre d'un ou de plusieurs contrats courants ayant force obligatoire, c'est-à-dire une ou des ententes de télédiffusion.

Certains aspects des droits de diffusion admissibles sont décrits ci-dessous.

(a) Droits en espèces

Les droits en espèces doivent être véritables, conformes aux normes de l'industrie, acquis à la juste valeur du marché et non récupérables. Les droits ne peuvent inclure des installations, des biens ou des services, une participation au capital, l'achat de temps d'antenne par le producteur, des sommes liées à des dons ou des commandites que le requérant aurait négociés et réussi à obtenir, des crédits d'impôt ou tout autre arrangement qui, de l'avis du FMC, ne constitue pas véritablement un droit de diffusion en espèces. Les droits ne peuvent être réduits une fois que le FMC a conclu un contrat de financement de la production avec le requérant. Les dispositions ci-dessus n'interdisent pas à un télédiffuseur canadien de contribuer à la production admissible en participant au capital ou en offrant des services ou des installations ou en versant d'autres droits, en plus de sa contribution en espèces pour l'achat des droits de diffusion.

Lorsque l'attribution de droits de diffusion dépend, en tout ou en partie, d'un rachat de services par le fournisseur des droits de diffusion, le FMC peut décider de déduire la valeur des services ou des installations en cause de la valeur totale des droits de diffusion afin de déterminer les montants des droits de diffusion admissibles utilisés pour calculer l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion; cette décision sera prise au cas par cas.

(b) Télédiffuseur canadien

Un télédiffuseur canadien décrit au paragraphe (b) ci-dessus est un télédiffuseur titulaire d'une licence de diffusion du CRTC; cette définition englobe les télédiffuseurs privés, publics, de télévision éducative, de télévision spécialisée, de télévision payante, ainsi que les services de vidéo sur demande (VSD) titulaires d'une licence de diffusion du CRTC à cet effet.

(d) Droit de diffusion et droit de VSD canadiens

Le droit de diffusion canadien est le droit du télédiffuseur canadien de diffuser la composante télévision du projet admissible sur la plateforme de diffusion traditionnelle à heures fixes au Canada dans la langue du télédiffuseur concerné, et ce, pour la durée maximale prévue. Le droit de VSD canadien est le droit du service de vidéo sur demande titulaire d'une licence de diffusion du CRTC à cet effet de diffuser la composante télévision du projet admissible au Canada par l'entremise d'un service de vidéo sur demande approuvé par le CRTC dans la langue de l'entreprise concernée, et ce, pour la durée maximale prévue. Le droit de diffusion canadien et le droit de VSD canadien doivent être identifiés et évalués indépendamment l'un de l'autre.

Le droit de diffusion canadien et le droit de VSD canadien ne peuvent inclure :

- i) des droits de diffusion ou de VSD pour des territoires situés en dehors du Canada;
- ii) d'autres droits (droits de vidéo domestique, de produits dérivés, de nouveaux médias, d'exploitation en salle et hors salle, de distribution en ligne, de diffusion ou de transmission de contenu en ligne, de diffusion sur une plateforme mobile ou tout type de droits semblables) pour des territoires canadiens ou non canadiens;
- iii) des droits de propriété, de participation aux profits, de remboursement ou de récupération dans le cadre du projet admissible;
- iv) des droits d'une durée excédant la durée maximale prévue à la section 3.2.TV.5.2 ci-dessous.

Un télédiffuseur ou un distributeur admissible (au sens de la Politique de récupération normalisée du FMC – voir annexe B) affilié au télédiffuseur peut acquérir des droits autres que le droit de diffusion canadien ou le droit de VSD canadien à condition que ces droits ne fassent pas partie des droits acquis en échange des droits de diffusion admissibles. Tous ces droits doivent être évalués et payés séparément.

(e) Durées et conditions de l'entente de télédiffusion

Une entente de télédiffusion :

- i) doit inclure un engagement sans réserve du télédiffuseur à diffuser la composante télévision sous-titrée pour malentendants, aux heures de grande écoute, dans les 18 mois qui suivent l'achèvement et la livraison de la production; si le télédiffuseur ne respecte pas ces exigences, les droits de diffusion seront considérés comme inadmissibles; le FMC étudiera les demandes de prolongation de ce délai au cas par cas; selon le FMC, les « heures de grande écoute » sont de 19 h à 23 h, exception faite de certaines émissions pour les enfants et pour les jeunes décrites dans l'annexe A; pour les télédiffuseurs de deuxième fenêtre de diffusion et des fenêtres ultérieures, l'engagement de diffusion dans les 18 mois, aux heures de grande écoute, débute au commencement de la période de licence du télédiffuseur. *Remarque : Le FMC peut renoncer à l'exigence de diffusion des émissions pilotes si le télédiffuseur et le requérant consentent tous deux, une fois le projet achevé et livré, à ce que l'émission pilote ne soit pas diffusée;*
- ii) ne peut restreindre la capacité du requérant d'exploiter des droits de diffusion non canadiens, exception faite de la protection des droits liés au débordement des signaux de radiodiffusion et des droits exclusifs de première mondiale; lorsqu'un télédiffuseur se voit attribuer des droits exclusifs de première mondiale, les ententes de licence doivent contenir une clause de renonciation aux droits de première mondiale au cas où serait conclue une vente de bonne foi avec une entité étrangère, à la condition que cette entité étrangère s'engage à ne pas télédiffuser l'émission dans les six mois suivant sa livraison au télédiffuseur canadien; autrement dit, lorsqu'une vente de bonne foi a été conclue avec un télédiffuseur étranger, le télédiffuseur ne peut en aucun cas conserver des droits de première mondiale plus de six mois après la livraison;
- iii) ne peut inclure l'acquisition de droits en langue française par un télédiffuseur de langue anglaise ou de droits en langue anglaise par un télédiffuseur de langue française, exception faite des canaux de télédiffusion bilingues; dans de tels cas, le télédiffuseur bilingue doit déclarer au FMC le prix d'acquisition des droits de télédiffusion dans chaque langue; la vente de droits de diffusion dans une langue n'interdit pas à un producteur d'exploiter les droits de diffusion dans l'autre langue;

- iv) ne peut conférer au télédiffuseur ou au service de VSD un droit de dernier refus pour des droits autres que ceux des fenêtres de télédiffusion supplémentaires du projet ou du cycle autorisé; autrement dit, un télédiffuseur ne peut faire l'acquisition d'un droit de dernier refus pour les créneaux de télédiffusion de cycles futurs ou des droits sur des versions futures de l'émission; les télédiffuseurs peuvent acquérir un droit de première négociation et/ou de dernier refus pour des fenêtres de télédiffusion supplémentaires du projet ou du cycle autorisé;
- v) dans le cas des séries télévisées, une entente de diffusion ne peut contenir de clauses de droits co-terminus; ces clauses (qui prolongent la durée des droits de diffusion existants jusqu'à la fin de la licence de renouvellement sans frais supplémentaires) sont interdites dans le contexte des ententes de droits de diffusion visant les renouvellements de séries, mais ces droits de diffusion peuvent conférer des droits de première négociation et/ou de dernier refus pour la prolongation des droits de diffusion des épisodes existants de la série.

3.2.TV.5.1 Exigences-seuil en matière de droits de diffusion

L'« exigence-seuil en matière de droits de diffusion » est le montant minimal qu'un ou des télédiffuseurs doivent consacrer à la composante télévision d'un projet pour que ce projet soit admissible à une aide du FMC. Les exigences-seuil en matière de droits de diffusion pour le Programme de production de langue française en milieu minoritaire sont les suivantes :

Genre	Exigence-seuil en matière de droits de diffusion
Dramatiques pour lesquelles la contribution totale dans le cadre du Programme de production de langue française en milieu minoritaire est de 1 200 000 \$ ou moins	20 % des dépenses admissibles
Dramatiques pour lesquelles la contribution totale dans le cadre du Programme de production de langue française en milieu minoritaire est de plus de 1 200 000 \$	23 % des dépenses admissibles
Émissions pour enfants et jeunes	25 % des dépenses admissibles
Documentaires	15 % des dépenses admissibles
Variétés et arts de la scène	30 % des dépenses admissibles

Dans le cas des projets coproduits en vertu d'accords officiels, l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion du FMC sera calculée selon le plus élevé des montants suivants : les dépenses admissibles de la part canadienne du devis de production total, ou le niveau de la participation canadienne, tels qu'accrédités par le Service des coproductions internationales de Téléfilm Canada.

Tous les droits de diffusion admissibles utilisés aux fins des exigences-seuil en matière de droits de diffusion doivent servir au financement de la composante télévision.

3.2.TV.5.2 Durée des droits de diffusion

Le FMC déterminera la durée maximale autorisée de toutes les fenêtres de diffusion accordées en contrepartie des droits de diffusion admissibles (durée maximale). Les durées maximales des périodes de diffusion avec ou sans exclusivité sont établies comme suit :

- six ans pour les émissions pour enfants et jeunes, les documentaires et les émissions de variétés et des arts de la scène;
- cinq ans pour les dramatiques en langue française.

La durée de la licence débute à la date prévue au contrat négocié entre le requérant et le télédiffuseur. La durée de la licence est la période de temps au cours de laquelle un télédiffuseur a le droit de diffuser une émission. Dans le cas d'une série, la durée débute à la date de diffusion du premier épisode et non à la date de diffusion de chaque épisode.

Par souci de clarté, il convient de rappeler que le début de la période d'application de la licence et la date de la première mise en ondes ne coïncident pas nécessairement. Par exemple, la durée des droits de diffusion d'un télédiffuseur peut aller du 1er septembre 2010 au 1er septembre 2015, mais le télédiffuseur peut décider que la première télédiffusion aura lieu le 15 novembre 2010. Aux fins d'admissibilité, la durée de la licence commencera le 1er septembre 2010.

Les requérants continuent d'avoir la possibilité d'incorporer des droits de diffusion d'une durée plus longue que la durée maximale prévue dans la structure financière. Toutefois, seule la portion des licences correspondant à la durée maximale sera utilisée dans les calculs du FMC, y compris pour l'évaluation des exigences-seuil en matière de droits de diffusion. Les licences qui commencent pendant la durée maximale, mais qui s'étendent au-delà seront réduites proportionnellement pour être conformes à la durée maximale permise pour chaque genre.

La durée maximale ne s'applique pas aux droits de diffusion acquis par des télédiffuseurs pour des productions affiliées et des productions internes.

3.2.TV.5.3 Traitement des droits supplémentaires

Tous les droits supplémentaires qu'un télédiffuseur canadien ou un service de VSD canadien choisit d'acquérir ou qui limitent considérablement la capacité du requérant d'exploiter le projet doivent être identifiés et évalués séparément du droit de diffusion canadien et du droit de VSD canadien, et l'un par rapport à l'autre. Plus précisément, le FMC reconnaît la catégorisation des droits qui suit, et ces droits doivent être évalués individuellement dans le cadre d'une entente de télédiffusion comprenant des droits de diffusion admissibles :

- i) La diffusion/distribution gratuite en ligne dans le cadre de laquelle la composante télévision est accessible au public canadien sans frais sur Internet, soit en direct, à des dates/heures fixées à l'avance ou sur demande, et soit par diffusion en continu, téléchargement ou par une autre méthode.
- ii) La diffusion/distribution payante en ligne dans le cadre de laquelle la composante télévision est accessible au public canadien moyennant des frais (par l'intermédiaire d'un achat à la pièce, d'un abonnement ou d'un autre système de paiement), soit en direct, à des dates/heures fixées à l'avance ou sur demande, et soit par diffusion en continu, téléchargement ou par une autre méthode. Plus précisément, cela ne comprend pas la distribution d'une version électronique accessible dans le but d'être visionnée de manière répétée par un utilisateur final (voir le paragraphe v ci-dessous).
- iii) La distribution mobile/sans fil dans le cadre de laquelle la composante télévision est accessible au public canadien à partir d'un appareil mobile ou sans fil par l'intermédiaire d'un fournisseur de services mobiles/sans fil, soit en direct, à des dates/heures fixées à l'avance ou sur demande. Plus précisément, cela fait référence aux contenus qu'un fournisseur de services de télécommunications mobiles/sans fil rend directement accessibles; cela n'inclut pas les contenus distribués sur Internet, que ceux-ci soient ou non visionnés sur un appareil mobile/sans fil. Cela ne comprend pas non plus la distribution d'une version électronique accessible dans le but d'être visionnée de manière répétée par un utilisateur final (voir le paragraphe v ci-dessous), que ce soit par l'intermédiaire d'un appareil mobile/sans fil ou d'un fournisseur de services de télécommunications mobiles/sans fil.
- iv) Les droits sur le contenu numérique original tels que le droit de produire et d'exploiter des contenus numériques interactifs ou linéaires dérivés de la composante télévision et diffusés auprès du public canadien par distribution numérique.

- v) La vente électronique et/ou la location numérique dans le cadre de laquelle une version électronique de la composante télévision est vendue ou louée par l'intermédiaire d'un système de distribution numérique afin d'être visionnée de manière répétée par un utilisateur final. Autrement dit, la distribution d'une version électronique afin qu'elle soit visionnée de manière répétée par un utilisateur final sera considérée comme un droit de vente électronique et/ou de location numérique, que ce soit sur Internet, par diffusion mobile/sans fil ou par toute autre forme de distribution numérique, et ce, sans égard à la plateforme ou à l'appareil.
- vi) La distribution sur DVD, Blu-Ray ou autre appareil vidéo compact de la composante télévision.
- vii) La distribution en salle de la composante télévision.
- viii) La distribution hors-salle de la composante télévision, dans les institutions d'enseignement ou auprès de compagnies aériennes, par exemple.
- ix) Les droits de marchandisage et les droits dérivés tels que le droit de produire ou d'exploiter des produits, marchandises ou services dérivés de la composante télévision, ou le droit de produire et d'exploiter des formats basés sur la composante télévision. Plus précisément, cela ne comprend pas les droits numériques originaux décrits au paragraphe iv ci-haut.

Tout droit qui n'est pas englobé dans la liste des droits précités, qu'il existe ou soit élaboré à l'avenir, doit également être identifié et évalué séparément. Les télédiffuseurs et les producteurs sont libres de délimiter plus avant les droits distincts relevant de ces catégories ou s'y ajoutant; néanmoins, la liste ci-dessus représente le degré minimal d'évaluation des droits distincts inclus dans une entente de télédiffusion admissible.

Lorsque le FMC participe au capital de la composante télévision :

- 1) tous les droits supplémentaires acquis par un télédiffuseur canadien ou un service de VSD canadien doivent :
 - a) être exploités conformément à la Politique de récupération normalisée du FMC, le télédiffuseur agissant en tant que distributeur dans le cadre de cette politique; ou pour les droits visés par les paragraphes i. à iv. précédents seulement, le FMC peut envisager une entente de partage 50-50 du revenu brut entre le producteur et le télédiffuseur (ou une autre entente qui, de l'avis du FMC, n'est pas moins préférable que le partage 50-50 du revenu brut); ou
 - b) pour les droits visés par les paragraphes i. à iv. précédents seulement, être acquittés à leur juste valeur marchande et assujettis à une clause d'invalidation en cas d'inutilisation exigeant du télédiffuseur ou du service de VSD d'exploiter le(s) droit(s) dans les 12 mois suivant la première diffusion/première de la composante télévision, à défaut de quoi le(s) droit(s) reviendront sans restriction au producteur;

et

- 2) pour tous les droits supplémentaires qui ne sont pas acquis par un télédiffuseur canadien ou un service de VSD canadien, l'entente de télédiffusion ne peut restreindre la capacité du requérant d'exploiter des droits supplémentaires pour plus de 12 mois à partir de la première diffusion/première de la composante télévision.

Le FMC mettra cette section en œuvre de manière souple avec l'intention de favoriser la transparence dans le marché des droits et de maximiser le rendement du capital investi pour les projets dans lesquels le FMC participe au capital.

3.2.MN Composantes médias numériques

Une composante médias numériques doit être un projet audiovisuel, multimédia ou interactif présentant les caractéristiques suivantes :

- a) le projet est associé à la composante télévision financée par le FMC; et
- b) il est accessible au public canadien par l'entremise d'un réseau numérique, y compris Internet et les télécommunications mobiles.

Pour plus de clarté, le terme « composante médias numériques » tel qu'il apparaît dans les présents Principes directeurs décrit un contenu original distinct de la composante télévision.

Pour 2010-2011, le FMC reconnaît deux types de contenus médias numériques :

- 1) les contenus de base (p. ex. les applications « Web 1.0 » rudimentaires, les sites Web simples de type « brochure », ainsi que les contenus et applications analogues); et
- 2) les contenus riches et élaborés (p. ex. les applications « Web 2.0 » et ultérieures, les sites Web hautement immersifs ou interactifs, les applications/contenus mobiles ou les jeux vidéo, les contenus ou les applications présentant un contenu substantiel selon les normes actuelles de l'industrie - ou les surpassant -, ou encore les contenus/applications analogues).

Le volet convergent du FMC a pour intention de favoriser l'innovation dans la télédiffusion grâce à la création de contenus numériques riches et élaborés destinés à d'autres plateformes. En ce sens, seul un contenu riche et élaboré est admissible à une aide financière telle qu'elle est décrite à la [section 2.3.1](#).

À l'exception de la section 3.2.MN.4, la section 3.2.MN et l'ensemble de ses sous-sections s'appliquent aux composantes médias numériques associées à une composante télévision financée par le FMC, que la ou les composantes médias numériques bénéficient ou non de l'aide financière du FMC.

3.2.MN.1 Contenu canadien

Une composante médias numériques doit répondre aux critères suivants :

- a) ses droits sous-jacents doivent être détenus et développés de façon suffisante et significative par des Canadiens;
- b) elle est produite au Canada et au moins 75 % des dépenses admissibles sont des dépenses canadiennes; et
- c) son contenu est avant tout destiné à un auditoire canadien.

Les coproductions internationales peuvent être admissibles à condition qu'elles présentent un niveau de propriété et de contrôle canadiens acceptable.

3.2.MN.2 Contenu non admissible

Voici une liste non exhaustive des types de contenu qui ne sont pas admissibles à titre de composante médias numériques : les projets à caractère industriel, commercial, ou principalement promotionnel, les projets basés sur un programme d'études et les logiciels d'exploitation.

3.2.MN.3 Propriété et contrôle canadiens

Une composante médias numériques doit répondre aux critères suivants* :

- a) le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;
- b) le projet est sous le contrôle financier de citoyens canadiens ou de résidents permanents;
- c) le requérant conserve et exerce tous les droits de contrôle ou d'approbation habituellement réservés au producteur; et
- d) le requérant détient tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires à la production et à la distribution du projet média numérique au Canada et à l'étranger, et il conserve un intérêt financier permanent dans le projet.

Remarque : Ces critères doivent être interprétés de manière à permettre aux coproductions internationales ayant un niveau de propriété et de contrôle canadiens acceptable d'accéder à une aide financière du FMC.

3.2.MN.4 Financement minimal du télédiffuseur

La composante médias numériques doit faire l'objet d'un financement minimal de la part d'un télédiffuseur canadien représentant 10 % des dépenses admissibles de la composante. Ce financement minimal doit se faire en espèces; il ne peut comprendre des installations, des biens ou des services, l'achat de temps d'antenne par le producteur, des sommes liées à des dons ou des commandites que le requérant aurait négociés et réussi à obtenir, des crédits d'impôt ou tout autre arrangement qui, de l'avis du FMC, ne constitue pas véritablement un financement en espèces. S'il existe plusieurs composantes médias numériques (p. ex. un site Web, une application mobile et un jeu), le financement minimal de 10 % s'applique à chaque composante admissible.

3.2.MN.5 Exigences diverses

Une composante médias numériques :

- a) doit être accessible au public canadien de manière significative; la portée particulière du terme « significative » dépendra de la nature du projet et de son plan de distribution; le FMC déterminera cette portée au cas par cas, mais, en règle générale, en l'absence d'un plan de distribution/d'exploitation acceptable indiquant le contraire, le FMC considère que le projet devra être accessible au public canadien durant au moins trois mois, simultanément à la composante télévision associée;
- b) ne peut contenir des éléments de violence excessive, de violence sexuelle ou d'exploitation sexuelle, ou des éléments obscènes, indécents, de pornographie juvénile selon les termes du Code criminel (et ses amendements éventuels), diffamatoires ou illégaux, de quelque manière que ce soit;
- c) doit, lorsqu'elle bénéficie de l'aide financière du FMC, se composer d'un nouveau contenu. Le FMC ne financera pas une composante médias numériques déjà existante.

4. CONFORMITE ET DECLARATIONS

4.1 PRÉSENTATION DES DOCUMENTS

Le requérant doit s'assurer que le FMC a reçu tous les documents relatifs à sa demande et veiller à la mise à jour desdits documents après un changement important. Le FMC peut exiger d'autres documents et informations pour évaluer un projet et, une fois cette évaluation effectuée, pour terminer la révision de ses dossiers le cas échéant. Dans le cadre de l'étude et de l'évaluation d'un projet, le FMC se réserve le droit de ne fonder son évaluation que sur les documents écrits et audiovisuels soumis initialement par le requérant.

4.2 NON-CONFORMITÉ AUX PRINCIPES DIRECTEURS

Si un requérant ne se conforme pas à ces Principes directeurs, le FMC peut rejeter la demande, révoquer l'admissibilité du projet et exiger le remboursement de toute somme consentie au requérant.

4.3 FAUSSE DÉCLARATION

Si, à quelque moment que ce soit, en vertu des Principes directeurs ou à la demande du FMC, un requérant fournit des renseignements qui se révèlent faux ou omet des informations se rapportant à une demande, il encourt des conséquences qui peuvent être graves. Elles peuvent être les suivantes, entre autres :

- le projet actuel du requérant peut devenir inadmissible à un financement;
- les productions ultérieures du requérant peuvent être inadmissibles à un financement;
- le requérant peut devoir rembourser avec intérêts les sommes déjà consenties à titre d'avance; ou
- le requérant peut faire l'objet d'une poursuite criminelle en cas de fraude.

Ces mesures peuvent être imposées au requérant ainsi qu'aux sociétés et particuliers qui lui sont apparentés, associés et affiliés (à l'entière discrétion du FMC). Les requérants dont la demande de financement est acceptée doivent signer une entente légale contenant d'autres dispositions sur les fausses déclarations, les cas de défaut et autres sujets connexes.

5. PRESENTATION DES DEMANDES

DATES LIMITES DE DÉPÔT DES DEMANDES

	Date d'ouverture	Date limite finale
Développement	1 ^{er} avril 2010	19 novembre 2010
	Première date limite	Date limite finale
Production	17 mai 2010	13 septembre 2010

Définitions des dates limites

Date d'ouverture: Tous les requérants qui présentent une demande d'aide au développement en vertu de ce programme peuvent déposer leur demande à partir de la date indiquée ci-dessus.

Première date limite: Pour les demandes d'aide à la production, un maximum de 75 % de l'allocation accordée dans le cadre de ce programme durant l'exercice financier doit être engagé dans les projets admissibles soumis d'ici la première date limite.

Date limite finale: Pour les demandes d'aide à la production, le reste de l'allocation accordée dans le cadre de ce programme durant l'exercice financier peut être engagé dans les projets admissibles soumis d'ici la dernière date limite.

Lieux de dépôt des demandes

L'Administrateur des programmes du FMC | Téléfilm Canada administre le Programme de production de langue française en milieu minoritaire pour le compte du Fonds des médias du Canada. Les requérants peuvent présenter leur demande de financement par l'entremise de eTéléfilm, à l'adresse www.telefilm.gc.ca. Les requérants peuvent également présenter leur demande de financement au FMC à l'un des bureaux de l'administrateur des programmes du FMC | Téléfilm Canada suivants :

MONTREAL

360, rue Saint-Jacques, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 1P5
Sans frais : 1-800-567-0890
Téléphone : 514 283-6363
Télécopieur : 514 283-8212

HALIFAX

1717, rue Barrington, bureau 400
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2A4
Sans frais : 1-800-565-1773
Téléphone : 902 426-8425
Télécopieur : 902 426-4445

TORONTO

474, rue Bathurst, bureau 100
Toronto (Ontario) M5T 2S6
Sans frais : 1-800-463-4607
Téléphone : 416 973-6436
Télécopieur : 416 973-8606

VANCOUVER

609, rue Granville, bureau 410
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5
Sans frais : 1-800-663-7771
Téléphone : 604 666-1566
Télécopieur : 604 666-7754

Pour des informations sur le statut de votre demande de financement auprès du FMC, veuillez communiquer avec l'administrateur des programmes du FMC | Téléfilm Canada au 1-800-463-4607.

Pour des informations au sujet des politiques du FMC, veuillez communiquer avec le Fonds des médias du Canada au 1-877-975-0766 ou à info@cmf-fmc.ca.